



RTL

L'INVITE DE RTL MATIN – Le 01/04/2026 – 07:42:37

Invité : Édouard GEFFRAY, ministre de l'Éducation nationale.

THOMAS SOTTO

Il est le septième ministre de l'Éducation nationale depuis l'arrivée d'Emmanuel MACRON à l'Élysée. Édouard GEFFRAY, l'invité de RTL MATIN. Bonjour et bienvenue sur RTL, Édouard GEFFRAY.

ÉDOUARD GEFFRAY

Bonjour, merci.

THOMAS SOTTO

Laisser son enfant à l'école et avoir peur qu'il se fasse maltraiter, agresser sexuellement, voire violer par des animateurs périscolaires, c'est aujourd'hui la réalité pour beaucoup de parents très inquiets. Monsieur le Ministre, le sujet des violences périscolaires a largement occupé la campagne des municipales à Paris, mais c'est un sujet qui concerne tout le pays. Jusqu'à quand ?

ÉDOUARD GEFFRAY

Alors d'abord, quand on dépose son enfant à l'école, dans le principe comme dans la réalité, on doit le déposer dans une bulle de sécurité. D'ailleurs, vous n'avez qu'à voir les parents qui déposent leur enfant : l'enfant passe la grille, et puis vous avez le soulagement, c'est bon, il est dans l'école.

THOMAS SOTTO

Ça, c'était avant.

ÉDOUARD GEFFRAY

Donc on ne peut pas accepter, sous quelque forme que ce soit, que l'espace de l'école puisse être le lieu de crimes contre des mineurs, ça c'est clair. Deuxième chose, on n'en parle pas assez, parce qu'on parle beaucoup effectivement des crimes qui se sont produits notamment dans le périscolaire parisien, mais il faut savoir que l'école est le premier lieu où on signale aujourd'hui les violences sexuelles, notamment intrafamiliales. 80 000 informations préoccupantes et articles 40 sont faits chaque année par l'institution.

THOMAS SOTTO

Sujet très important, mais ce n'est pas le même.

ÉDOUARD GEFFRAY

Non, mais c'est important quand même de le savoir. Après, sur le fond, donc effectivement, il faut aujourd'hui considérablement rehausser le niveau de contrôle, notamment sur le périscolaire, comme on le fait d'ailleurs côté scolaire. Moi, tous mes agents sont passés au fichier lors de leur recrutement. On est en train de mettre en place un contrôle d'honorabilité périodique.

THOMAS SOTTO

Ça veut dire que vous allez mettre les mêmes règles de recrutement pour les agents périscolaires que pour les agents de l'Éducation nationale ?

ÉDOUARD GEFFRAY

Alors, en théorie, les deux sont censés être contrôlés à l'entrée. Ensuite, manifestement, on a eu dans le périscolaire parisien, pas partout, mais dans le périscolaire parisien, il y a les événements, enfin les crimes que tout le monde connaît. Et ce ne sont pas des dysfonctionnements, ce sont des crimes qui sont commis par des agents. Mais très clairement, je pense que le niveau de contrôle aujourd'hui a été manifestement insuffisant pour un certain nombre de personnes.

THOMAS SOTTO

Il est très souvent nul. Je vous rappelle notre journaliste, Hermine LE CLECH, il y a quelques mois, qui a envoyé un CV avec son vrai nom, qui a évidemment raconté n'importe quoi sur le CV, qui a eu un rendez-vous à 10 h du matin, sans contrôle de son casier judiciaire ni rien, et qui à 14 h était devant des enfants en région parisienne.

ÉDOUARD GEFFRAY

C'est pour ça que ce sont des pratiques qui sont inadmissibles.

THOMAS SOTTO

Est-ce que ça va changer ? Comment ça va changer ? Quand ça va changer ? Est-ce qu'à la rentrée de septembre, ces problèmes-là seront réglés ?

ÉDOUARD GEFFRAY

Alors, ce que je peux vous dire, c'est ce qu'on fait côté Éducation nationale. Sur le côté périscolaire, par définition, c'est différent. Côté Éducation nationale : d'abord, un, moi je fais en sorte que désormais, ce qu'on appelle le contrôle d'honorabilité, c'est-à-dire le passage au fichier, soit périodique, c'est-à-dire récurrent, et non plus seulement à l'entrée. Deux, on va mettre en place, dans le cadre du projet de loi sur la protection de l'enfance, ce que j'appelle un peu une liste noire, c'est-à-dire l'impossibilité pour une personne qui a été écartée de l'Éducation nationale en raison de son comportement avec des mineurs, qui n'aurait pas été pour autant sanctionnée pénalement, donc qui n'aurait pas été casier, de revenir à l'Éducation nationale. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, si je renvoie un surveillant dont je considère qu'il a un comportement inadmissible avec des mineurs, il peut se présenter le lendemain matin dans un autre établissement. Donc là, il faut pour le coup dresser des listes pour l'empêcher.

THOMAS SOTTO

Ça, c'est fini ?

ÉDOUARD GEFFRAY

C'est ce qu'on est en train de proposer dans la loi, parce que ça passe par la loi, dans le projet sur la protection de l'enfance. Trois, et c'est important aussi, vous savez que j'ai créé une fonction de délégué à la protection de l'enfance à l'école, donc de la porte à la porte, et qui couvrira l'ensemble du...

THOMAS SOTTO

C'était le Défenseur des droits de l'enfant, en quelque sorte. Vous avez annoncé sa création il y a deux mois, on en est où ?

ÉDOUARD GEFFRAY

Tout à fait, j'avais annoncé un recrutement au 1er avril, elle va donc commencer ses fonctions demain. Elle s'appelle Christelle GILLARD, c'est une femme qui a une expérience à la fois juridique, qui est une spécialiste des violences sexuelles et sexistes, qui a travaillé sur le sujet à l'Éducation nationale et dans l'Enseignement supérieur, et qui va donc être la personne de référence que tout citoyen, dont la situation aura été insuffisamment prise en charge ou mal prise en charge, pourra saisir.

THOMAS SOTTO

Elle va s'occuper du périscolaire, du coup ?

ÉDOUARD GEFFRAY

Elle va s'occuper, effectivement, alors, l'idée, c'est de la porte à la porte, la bulle de sécurité, tout dysfonctionnement de la prise en charge à l'intérieur pourra lui être soumis, et effectivement, elle aura pour rôle de faire en sorte que le scolaire et le périscolaire puissent travailler ensemble là-dessus.

THOMAS SOTTO

Mais elle va travailler avec quels moyens et quelles équipes ? Parce que sa bonne volonté ne suffira pas.

ÉDOUARD GEFFRAY

On est en train de créer une équipe. D'abord, elle va pouvoir s'appuyer sur les équipes de la maîtrise de l'Éducation nationale, il y a une dizaine de personnes qui travaillent partout en France, elle va pouvoir s'appuyer sur eux, évidemment, et on est en train de créer des postes autour. Mais surtout, moi, si vous voulez...

THOMAS SOTTO

Combien de postes il y aura ?

ÉDOUARD GEFFRAY

Dans l'immédiat, on est en train de recruter trois ou quatre postes au niveau national, mais en fait, il y en a partout dans les académies, puisqu'elle s'appuie sur des délégués médiateurs partout en académie. Donc elle a un réseau de médiateurs partout en académie.

THOMAS SOTTO

Je veux revenir sur quelque chose que vous avez dit. Vous avez dit que le périscolaire, c'est la responsabilité des municipalités. C'est vrai, ce sont les municipalités qui recrutent ces agents périscolaires. Sauf que ça se passe quand même dans les écoles. Est-ce que la responsabilité de l'Éducation nationale n'est pas engagée ? Parce qu'il y a quand même eu des signaux d'alerte depuis plusieurs années. Rachida DATI disait que ça a commencé en 2015 à Paris. Il y a d'autres cas, encore une fois, pas seulement dans la capitale. Il ne s'est rien passé. Ce sont quand même les locaux de l'école, c'est là que ça se passe. Est-ce que l'Éducation nationale ne s'est pas un peu lavé les mains de tout ça ?

ÉDOUARD GEFFRAY

Moi, si j'ai créé cette fonction, c'est justement pour que, quand on est dans une situation, quelle qu'elle soit, on ne puisse pas répondre « chat perché ». C'est-à-dire qu'actuellement, on peut dire « Ah, c'était 10 h 01, c'est du périscolaire. Ah, c'était 59, c'était l'Éducation nationale. »

THOMAS SOTTO

C'est un peu l'impression qu'on avait.

ÉDOUARD GEFFRAY

Oui, mais c'est quelque chose que je n'accepte pas. Précisément, c'est pour ça que je mets fin à ça. En revanche, ensuite, une fois qu'on a un phénomène qui est détecté, ce qui est vrai, c'est que la responsabilité juridique, administrative, si c'est un animateur périscolaire, par exemple, c'est celle de la commune. En l'occurrence, c'est celle de la mairie de Paris, à qui il appartient, très concrètement, de mieux contrôler ses agents, d'évincer, évidemment, ceux qui se rendent coupables de comportements qui sont soit criminels, soit tout simplement qui se rendent coupables de violences ordinaires. Comme on dit parfois, tout n'est pas sexuel, malheureusement, il y a aussi des violences ordinaires. Mais c'est pour le coup à la mairie de faire le ménage.

THOMAS SOTTO

Ça fait dix ans que vos prédécesseurs ont joué à « chat perché », pour reprendre votre formule ?

ÉDOUARD GEFFRAY

Non, alors ce n'est pas mon prédécesseur, parce que ce n'est pas forcément monté au niveau de mes prédécesseurs, mais au niveau local, si vous voulez, quand les parents viennent se plaindre et qu'on leur répond « Ce n'est pas chez nous, c'est périscolaire » ou « Ce n'est pas chez nous, côté périscolaire, c'est côté Éducation nationale », c'est quelque chose que les parents ne peuvent pas entendre. Une fois encore, quand ils déposent leur enfant à l'école, ils le déposent dans un lieu qui est censé être une bulle de sécurité, quels que soient les gens qui interviennent à l'intérieur.

THOMAS SOTTO

Est-ce que vous pouvez affirmer, je vous repose la question, qu'à la rentrée de septembre, dans six mois pile, le problème sera réglé ? Est-ce que c'est un engagement que vous prenez ce matin ?

ÉDOUARD GEFFRAY

Vous dire qu'il n'y aura jamais le moindre comportement délictuel ou criminel dans un système...

THOMAS SOTTO

Le risque zéro n'existe pas, on est d'accord.

ÉDOUARD GEFFRAY

Là-dessus, il ne fera jamais aucun comportement, ça par définition, chaque année, on est amené à renvoyer des personnels. Mais en revanche, vous dire que tout est mis en œuvre, que l'arsenal juridique sera complet, évidemment, et technique... Côté Éducation nationale, ça, je peux vous le garantir, puisqu'on a fait tout ce qu'il fallait depuis le lancement aujourd'hui. Et côté périscolaire, par définition, on va y travailler, notamment avec la mairie de Paris qu'on va probablement rencontrer prochainement.

THOMAS SOTTO

Autre sujet, Monsieur le Ministre, la grève dans les écoles. Le mouvement a débuté hier en cause des suppressions de postes, alors que le niveau de nos élèves ne cesse de baisser, tous les classements le montrent. Est-ce bien raisonnable ? Vous répondez, parce que je vous ai déjà entendu sur le sujet : oui, mais c'est la démographie. La démographie est incontestable, il y a moins d'élèves, donc il faut moins de profs. On sait aussi que, quand il y a moins d'élèves dans une classe, il y a plus d'élèves qui progressent.

ÉDOUARD GEFFRAY

Alors, j'aimerais que ce soit aussi mathématique que ça, sur le deuxième point. Mais surtout, si vous voulez, il faut quand même se rendre compte, effectivement, pardon d'y revenir, de ce qui se passe d'un point de vue démographique. Aujourd'hui, on a 25 % de naissances en moins par rapport à il y a quinze ans. D'accord ? Ça veut dire qu'entre l'élève qui est en maternelle aujourd'hui et l'élève qui est en terminale aujourd'hui, dans le même système scolaire, il y a 25 % d'élèves en moins. Si nous n'en tenons pas compte, on va avoir un problème très clair dans quelques années, c'est qu'on n'aura plus besoin de recruter des profs.

THOMAS SOTTO

Sauf qu'on parlait de classes surchargées et plus chargées que la moyenne de l'OCDE.

ÉDOUARD GEFFRAY

Et aujourd'hui, précisément, quand vous regardez, la baisse est quand même assez drastique, puisqu'on aura à la rentrée scolaire prochaine, en moyenne, 21 élèves par classe dans le premier degré, ce qui est un record historique dans notre système éducatif. Ce qu'il faut, c'est continuer à baisser le nombre d'élèves par classe, mais en même temps, ajuster le nombre de professeurs.

THOMAS SOTTO

Donc les 4 000 postes supprimés, c'est non négociable, c'est clair ?

ÉDOUARD GEFFRAY

4 000 postes supprimés, d'abord, c'est dans la loi de finances. Excusez-moi, mais moi, je suis quand même tenu par quelque chose qui s'appelle la loi qui est plutôt une bonne chose, d'ailleurs, qu'on soit tenu par la loi.

THOMAS SOTTO

La démographie fait qu'il y aura davantage de suppressions de postes dans les mois qui viennent, dans les années qui viennent ?

ÉDOUARD GEFFRAY

Ce n'est pas dans les mois, par définition, puisque c'est par année. Mais si on se projette sur quinze ou vingt ans, avec la démographie que nous avons actuellement, il est à craindre qu'on ait effectivement un peu moins de postes. Il ne faut surtout pas suivre la démographie. D'ailleurs, on ne l'a pas suivie. Si on avait suivi la démographie, ne serait-ce que cette année, on aurait supprimé au moins deux fois plus de postes. Donc, il ne faut surtout pas suivre la démographie. Mais on ne peut pas, une fois encore, ne pas en tenir compte. Et ensuite, effectivement, c'est vrai qu'au niveau local, et notamment en rurale, quand vous fermez une classe, c'est objectivement un déchirement.

THOMAS SOTTO

Oui, qu'il y a certaines écoles où les CP vont travailler avec les maternelles, évidemment, c'est très compliqué, la qualité de l'enseignement s'en ressent.

ÉDOUARD GEFFRAY

Oui, mais vous avez aussi des écoles aujourd'hui, quand on ferme des classes... moi j'ai vu des écoles où un enfant en CM2 avait fait toute sa scolarité en étant le seul de son niveau. Honnêtement, pédagogiquement, et malheureusement, ce n'est pas non plus un service à lui rendre. Et quand vous passez toute votre scolarité en étant le seul de votre niveau et que vous n'avez eu pour tout et pour tout que deux professeurs entre la

maternelle et le CM2, au bout d'un moment, pédagogiquement, ça pose d'autres difficultés. Donc, il faut prendre, j'allais dire, le temps, et c'est pour ça que j'ai créé des observatoires partout en France, des instances de dialogue avec les élus, pour qu'on prenne le temps de repenser l'offre scolaire dans un contexte, dans une chute démographique, inédite dans notre histoire.

THOMAS SOTTO

On entend votre fermeté ce matin. Deux questions, rapidement, parce qu'il reste trente secondes. La première, ça concerne Samuel PATY. Une pétition qui vient d'être lancée qui demande que le professeur assassiné entre au Panthéon, y êtes-vous favorable ? Pourriez-vous voter cette pétition ?

ÉDOUARD GEFFRAY

Alors d'abord, ça dépend du président de la République. La décision lui appartient.

THOMAS SOTTO

Mais peut-être qu'il consultera son ministre de l'Éducation.

ÉDOUARD GEFFRAY

Ensuite, à titre personnel, je pense que le Panthéon est plutôt dédié à ceux qui ont, j'allais dire, sciemment, et par leur création ou par leur engagement, marqué l'histoire de la nation.

THOMAS SOTTO

Donc, ce n'est pas tout à fait sa place.

ÉDOUARD GEFFRAY

Samuel PATY, c'est un très grand symbole pour nous tous. Malheureusement, c'est fait à son corps défendant. Il a été victime d'un crime abominable. Je ne suis pas sûr que ça corresponde tout à fait aux canons de l'entrée au Panthéon.

THOMAS SOTTO

Et dernière question, quelles nouvelles pouvez-vous nous donner de la professeure d'arts plastiques qui avait été poignardée par un élève de 3ème début février à Sanary-sur-Mer ? Est-ce que vous en avez des nouvelles ?

ÉDOUARD GEFFRAY

Oui, alors j'ai des nouvelles. Elles sont rassurantes. Elle s'est rétablie, si je puis dire, physiquement. Elle est hors de danger. Et donc, c'est évidemment, c'est une bonne nouvelle, en dépit de ce qui s'est passé.

THOMAS SOTTO

Donc elle va reprendre le travail ?

ÉDOUARD GEFFRAY

Elle va d'abord continuer à se rétablir. Pour le travail, on verra plus tard. Ma priorité, c'est qu'elle aille bien.

THOMAS SOTTO

Merci beaucoup Édouard GEFFRAY d'être revenu sur RTL ce matin. Restez avec nous, dans un instant, c'est l'élève du fond de la classe qui nous rejoint, Philippe CAVERIVIÈRE. À tout de suite.07 :53 :19.FIN}